



Union  
syndicale  
**Solidaires**

# Il y a le feu à la BASS !

*Le gouvernement n'a de cesse d'éloigner le salariat de ses droits, laissant de plus en plus le patronat prendre le pas sur les politiques sociales qui régissent nos secteurs d'activité. La France n'est pas une entreprise du CAC 40 et pourtant Macron et ses chantres de l'économie sociale et solidaire, cooptés par le MEDEF n'ont de cesse de casser notre secteur d'activités pour le livrer au lucratif qui ne cherche que profit et réduction de coût.*

**Les attaques** sont de toutes parts, insidieuses, pernicieuses elles rongent les salarié-es, les rendant esclaves d'un outil de travail où le laïus commun devient « tais-toi et bosse ». Le sanitaire, le social et le médico-social sont exsangues des contraintes financières bien loin de nos préoccupations. Aujourd'hui nos métiers, le sens même de ce qui fait notre quotidien de travail, sont lâchés en pâture à la financiarisation. Devons-nous l'accepter ? Devons-nous les laisser faire ? Devons-nous ronger notre frein, seul-es, dans nos services, nos établissements, nos structures ?

**Nous nous devons de reprendre la main** sur notre outil de travail. Le gouvernement, les patrons nous divisent, cherchent à taire nos revendications, notre projet de société pour les salarié-es comme pour les personnes que nous accompagnons au quotidien. Cela dure depuis trop longtemps, les attaques sont multiples et la résistance ne suffit plus.

Dans la Branche des Associations Sanitaires Sociales et médico-sociales, les Commissions Paritaires sont le lieu de négociations patronales avec des Organisations Syndicales censées représenter les intérêts des salarié-es. Mais les dés sont pipés, rien ne se négocie, seul veut nous être imposer l'accompagnement de politiques libérales. Le gouvernement a dit, en bons soldats appliquons ! **La Fédération SUD Santé Sociaux** n'est pas dupe, les organisations patronales ont la main mise et sont dans l'accompagnement des directives législatives dont certaines confédérations syndicales assument ouvertement leur légitimité, les ayant portées dans les salons ministériels.

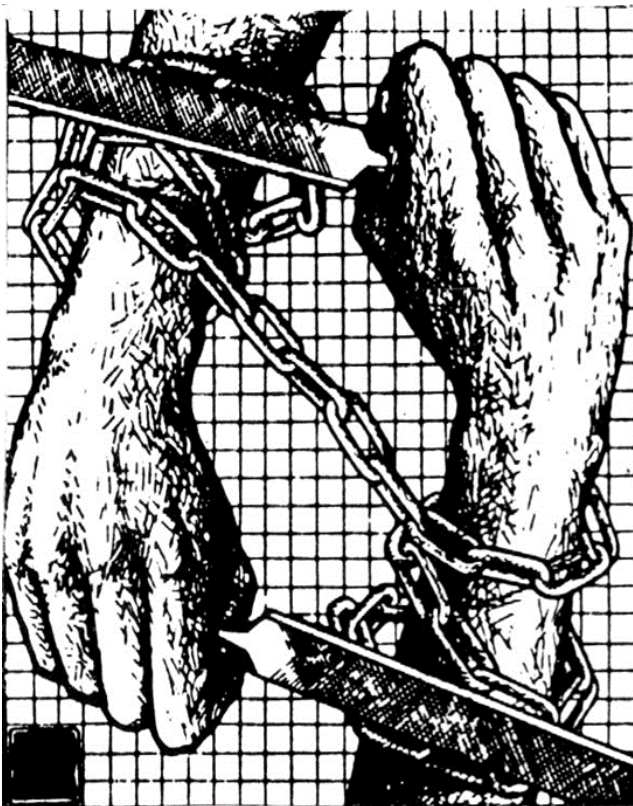
En ce moment se négocie le futur socle commun dénommé OPérateur de COmpétences autour de la formation professionnelle, accompagnant la fusion de secteurs d'activités qui n'auront en commun que la pertinence économique et une cohérence de champ. **La pertinence, elle est dans ce que nous désirons pour notre secteur d'activité**, parce que demain, avec ce rapprochement, ce sont nos conditions de travail, nos conventions collectives qui vont trinquer. L'entourage de la Ministre du travail l'a déjà annoncé, « *même s'il n'y a pas de lien juridique entre le nouveau socle Opérateur de Compétence et la possibilité de fusion des branches, celles appartenant au même opérateur auront à priori plus de chances et d'affinité à se marier car elles seront proches économiquement.* »



**La Fédération SUD Santé Sociaux** n'en veut pas de leur système économique où la seule variable d'ajustement est notre salaire et la baisse des cotisations sociales qui impactent durablement notre système de Protection Sociale et le financement de nos établissements. Les cadeaux aux patrons ne satisfont que les financeurs et les patrons eux-mêmes. Les 3 francs 6 sous que nous allons récupérer, le gouvernement se chargera bien vite de les ponctionner au centuple.

**Organisons la riposte, dénonçons l'insupportable qu'est devenu notre quotidien de travail, d'accueil, de prises en charge.** Il y a le feu dans le secteur, soit nous accompagnons comme le font nos directions, soit nous nous organisons, syndiqué-es et non syndiqué-es, nous sortons de nos établissements et nous nous donnons les moyens d'imposer aux patrons nos revendications.

**Arrêtons de subir les stratégies patronales qui accompagnent les dérives gouvernementales et nous conduisent dans le mur. La Lutte c'est maintenant, demain ce sera trop tard !**



**La Fédération SUD Santé Sociaux revendique :**

**Des services publics qui permettent d'assurer à toute la population des services de proximité, de qualité et l'égalité d'accès.**

**Le refus d'une politique de l'emploi basée sur les allègements des cotisations patronales.**

**L'arrêt de la déqualification des emplois et reconnaissance des diplômes.**

**L'amélioration des conditions de travail.**

**L'arrêt des méthodes de gestion des personnels rétrogrades qui n'ont pour but que de casser les collectifs de travail, indispensable à l'exercice des missions du secteur social et médico-social.**

**Une revalorisation du SMIC à 1 700€ net et de toutes les grilles de salaires.**

**L'arrêt des politiques libérales dans nos secteurs.**

**Des effectifs suffisants pour que les personnels puissent faire leur travail dans de bonnes conditions.**